

A Heynsteus

# N'allez pas voir au cinéma la suite des Mystères de Corneville.

## Vous l'aurez demain dans

# L'ŒUVRE

14, Rue Drouot  
Téléphone : GUT. 02-71, BERG. 40-51  
Après minuit : GUT. 59-59

Directeur :  
**GUSTAVE TÉRY**

ABONNEMENTS			
1 An	6 Mois	3 Mois	1 MOIS
18 fr.	9 fr.	4 fr. 50	1 fr. 50

## La mobilisation commerciale

(De notre correspondant particulier)  
ZURICH, LE 14 MARS.

Cette petite manœuvre de certains journaux français a le don de mettre la presse allemande en joie. La voici dans son machiavélisme candide : On lit un jour :

— Berne, .. mars. — Le mark baisse. Il est tombé dans la seule journée d'hier de 94 fr. 50 à 93 fr. 30.

On attend quelques jours, pendant lesquels on n'entend parler de rien, puis on peut lire :

— Berne, .. mars. — Le mark a encore baissé. A 97 francs hier, il n'est plus qu'à 95 fr. 50 aujourd'hui.

Naturellement, le lecteur, qui s'est bien gardé de retenir le cours qu'on lui avait précédemment signalé, est bien aise. Il se dit :

— Décidément, le mark baisse tout le temps.

C'est ce que l'on appelle « relever le moral de la population ». On se garde bien, d'ailleurs, de lui indiquer le cours du franc français, qui est, depuis des mois, sensiblement au-dessous du pair. Cette manœuvre est d'autant plus stupide que la vérité toute nue serait extrêmement réconfortante : notre franc perd onze ou douze pour cent au maximum. Leur mark perd très généralement plus de trente pour cent. Notre crédit vaut donc vingt pour cent de plus que le leur. Tel est le fait. Pourquoi s'amuser à l'affaiblir par des ingéniosités aussi ingénues ?

D'autant qu'il ne tiendrait qu'à nous de faire en sorte que la différence fût plus sensible encore.

— Pourquoi notre billet de banque, qui a valu, en Suisse — en pleine guerre — 104 francs, n'en vaut-il plus que 88 ou 89 aujourd'hui ?

Les économistes affirment que les lois qui président au change sont multiples. Je le veux : elles ne s'en ramènent pas moins à une loi essentielle.

Lorsque l'Allemagne, qui avait l'habitude de vendre à la Suisse une partie de ses produits, se vit réduite par la guerre à garder les produits de son sol et de ses usines, qui dorénavant suffisaient à peine pour la faire vivre, la Suisse se retourna vers la France. Elle lui demanda tout ce que l'Allemagne ne lui fournissait plus.

Ce fut une très bonne affaire. L'affaire fut même si bonne que la Suisse — qui cependant par ces temps de guerre ne vendait beaucoup — se trouva néanmoins notre débitrice. Elle dut donc payer le supplément de nos importations avec des billets, et naturellement elle le paya avec des billets suisses.

Il y eut du coup beaucoup de billets suisses en France. Or les billets — comme toutes les valeurs humaines — suivent la loi de l'offre et de la demande : il suffit qu'il y en ait beaucoup pour qu'ils valent moins. C'est alors que le billet français fit prime.

Par quel mystère est-ce le billet suisse qui fait prime aujourd'hui ?

Est-ce que parce que nous achetons plus à la Suisse ? Non, c'est parce que nous lui vendons moins.

Nous lui vendons moins parce que nous avons peur qu'elle revende à l'Allemagne les produits que nous lui enverrions. J'entends que ce péril est réel et peut-être même avons-nous mis long-temps à l'apercevoir. Nous l'avons aperçu cependant. Même nous avons été si contents de notre perspicacité que, dorénavant, nous n'avons rien voulu voir d'autre et, du coup, nous avons refusé de vendre à la Suisse quoi que ce fût.

Je sais bien que nous avons, entre temps, apporté quelques atténuations à ce système. Nous avons constitué, d'accord avec le gouvernement fédéral, une Société suisse de Surveillance — habituellement dénommée S. S. S. — à laquelle nous consentons à vendre quelques petites choses, mais, à la vérité, nous y mettons tant de précautions et nous lui imposons tant de conditions méticuleuses qu'il vaut mieux renoncer à traiter avec des gens si difficiles et que beaucoup de commerçants y renoncent effectivement.

Voulez-vous un exemple ? Le gouvernement allemand a interdit l'importation en Allemagne de la plupart des produits de luxe — et même des oranges. L'achat à l'étranger de ces produits avait en effet pour conséquence de faire sortir de l'or d'Allemagne. Cela ne

nous a pas empêchés d'interdire l'exportation de ces produits en Suisse.

— Surtout n'achetez pas ces produits, dit le gouvernement allemand à ses nationaux.

— Surtout ne permettez pas aux Suisses de vendre ces produits aux Allemands, dit notre gouvernement.

Les Allemands, bien entendu, se réjouissent de cette aide vraiment inattendue. Ils croyaient avoir perdu le marché suisse, mais les voici qui reprennent courage et ils font un effort désespéré pour le reconquérir. Ils démobilisent leurs voyageurs de commerce pour les envoyer placer les marchandises qu'ils peuvent encore prélever sur leurs usines. Ils se résignent à tous les sacrifices et économisent sur leurs approvisionnements les plus indispensables, pour exporter quand même. Sans doute, le cours du mark ne remonte pas, ou ne remonte que pour quelques heures, mais la chule s'en trouve ralentie, presque arrêtée.

Nous avons réussi notre mobilisation militaire, nous avons fini par organiser notre mobilisation industrielle ; quand consentirons-nous enfin à décréter la mobilisation commerciale ?

J. Robert

Les jours se suivent...

## En cassant du sucre

Voulez-vous, Madame, collaborer à la défense nationale? Oh! il ne s'agit pas de faire le coup de feu contre les Boches, ni de donner la chasse aux avions ennemis. Contentez-vous plus modestement de ne plus sucrer votre café avec du sucre cassé à la machine, et vous aurez bien mérité de la patrie.

Surtout ne croyez pas que je plaisante. A pareille heure, comment pourrait-on plaisanter sur un pareil sujet? Ecoutez plutôt cette explication très sérieusement, tout comme je vous la donne. Vous n'êtes pas sans avoir oui parler de la crise du papier, et vous ne serez pas autrement étonnée d'apprendre que, de la papeterie, la crise s'est étendue au cartonage. Or, la plupart des cartouches sont mises en boîtes, et les boîtes sont en carton ; et comme nos soldats brûlent présentement beaucoup de cartouches, ils consomment beaucoup de carton...

Vous ne voyez pas le rapport des cartouches avec le sucre? Attendez, nous y sommes. C'est aussi dans des boîtes en carton que l'on vend le sucre cassé à la machine, les morceaux de sucre rangés comme des dominos, et vous n'imaginez pas la montagne de carton que ces boîtes représentent. Ne vaudrait-il pas mieux le laisser à l'administration de la guerre, qui a peur d'en manquer bientôt pour empaqueter ses cartouches?...

Alors, Madame, n'achetez plus le sucre en boîte, mais en pain, comme votre grand'mère, et cassez-le vous-même ; c'est si amusant ! C'est économique aussi, car le sucre en pain coûte, je crois, deux sous de moins. Donc double bénéfice, pour vous et pour la patrie. Ce qui prouve une fois de plus qu'on trouve toujours son intérêt à faire son devoir.

Gustave Téry

## Chose jugée

Un couturier a réclamé et obtenu 2.500 francs pour fournitures à Mlle. Liane de Lancy.

Cette dernière avait pourtant objecté le cas de guerre et la diminution des bénéfices.

Elle avait écrit à son couturier :  
*Je suis, comme tout le monde, très ennuyée en ce moment. Mon ami est à l'étranger depuis la guerre. Je n'en ai aucune nouvelle et, comme toutes les camarades demi-mondaines, tous mes autres amis sont sur le front.*

Le tribunal lui ordonna de payer, en vertu de l'adage : « Payez, et vous serez considérée ! » et peut-être aussi parce qu'il est indécent qu'un tribunal s'abaîsse à approfondir les motifs pour lesquels une demi-mondaine gagne ou ne gagne pas d'argent.

Il est hors de doute, en effet, que, si Mlle Liane de Lancy avait été dans les heures et œufs, on lui aurait tenu compte de son manque-à-gagner. On lui aurait permis, tout au moins, d'échelonner les paiements de sa dette.

S'il est ennuyeux pour elle d'avoir à payer 2.500 francs, elle a du moins la gloire d'a-

voir fait fixer une intéressante jurisprudence dont ses camarades demi-mondaines et elle-même sauront profiter.

Elle n'aura pas, en ce qui la concerne, à inscrire sur la feuille de déclaration de l'impôt sur le revenu les mensualités que lui versera son ami, dès qu'il sera de retour ou remplacé. Ça ne compte pas quand c'est du passif, ça ne doit pas compter quand c'est de l'actif. Il y a chose jugée.

Mlle Liane de Lancy n'aura donc à inscrire que ce qu'elle gagne autrement que comme demi-mondaine.

Par ces temps difficiles, elle tourne peut-être des obus, après tout, ou bien elle « reçoit » sur Muette-Taitbout...

L'Ouvrier

## Dans quel intérêt ?

Serait-il indiscret de demander le nom des mercantils internationaux qui nous vendent nos films de cinéma ?

Certes, comme me le disait hier une perruche de five o'clock, « on ne peut pas parler rien que de la guerre ! » Nos permissionnaires, en rupture de tranchées, ballèraient devant de sempiternels défilés militaires, et seraient les premiers à réclamer des tableaux plus riants.

Mais quand on voit afficher sur les palissades de nos boulevards cette collection monotone de scénarios brutaux, où le poignard, le browning, la noyade, la guillotine, le chloroforme, le bâillon, en steamer, en auto, en locomotive, du moyen-âge aux bandits en habit noir, et de Pékin à New-York, tous bariolés de couleurs violentes, tous ponctués de points d'interrogation sanglants, semblent mis là pour battre le rappel d'une sorte de musée du crime, on est amené à se demander si cet extraordinaire enseignement du peuple par l'image est le fait de simples imbéciles.

Qu'en temps de paix les concierges ou les midinettes goûtent une émotion violente à la lecture des *Mystères de New-York*, c'est leur affaire et, sous condition qu'ils ne se plaignent pas de tomber ensuite sous le couteau des jeunes chenapans qui auront pris là de savantes leçons d'assassinat, c'est un goût qu'on peut leur passer.

Mais en mars 1916, qu'est-ce qu'il leur faut comme émotion violente, si l'orage qui tonne aux frontières ne leur suffit pas? Quoi ! l'ennemi, enraciné dans notre sol, donne l'assaut suprême à nos forteresses ; il pleut du sang et du feu ; vos vies, vos biens, votre liberté, votre langage, tout ce que vous connaissez et aimez est suspendu à un sursaut ou à une défaillance, et c'est le moment que vous choisissez pour aller frissonner aux *Mystères de New-York* ! Le mystère, monsieur, il est à Verdun !

L'histoire ricane devant les théologiens de Byzance qui se passionnaient à discuter le nombre de paires d'ailes des anges, pendant que Mahomet II assaillait déjà leurs murailles. Avec quel superlatif mépris parlera-t-elle alors de ces Français qui, ne sachant s'ils seront demain les maîtres ou les esclaves du Boche, se passionnent pour des cauchemars saugrenus inventés aux antipodes ?

Non. Vraiment, nous valons mieux que ça ! Qui donc s'acharne à nous fournir cette dégoutante pâture intellectuelle ? Qui donc a intérêt à nous abêtir ? Qui donc trouve profit à nous déshonorer ?

Maurice de Waleffe

## L'amiral Lacaze remplace provisoirement le général Gallieni, malade

Le Journal officiel publie ce matin :

Le président de la République française,

Sur la proposition du président du conseil, ministre des affaires étrangères,

Décrète :

ARTICLE PREMIER. — M. le contre-amiral Lacaze, ministre de la marine, est chargé de l'intérim du ministère de la guerre.

## LA BATAILLE

### Les Communiqués

15 heures

A L'OUEST DE LA MEUSE, l'ennemi n'a fait aucune tentative nouvelle au cours de la nuit sur notre front entre BÉTHINCOURT et CUMIÈRES.

Des contre-attaques à la baïonnette et à la grenade nous ont permis de reprendre une partie des éléments de tranchées occupés hier par l'ennemi vers la COTE 265. Nous tenons BÉTHINCOURT, la hauteur de MORT-HOMME, la lisière sud du BOIS DE CUMIÈRES et le VILLAGE DE CUMIÈRES.

Le bombardement a continué avec intensité dans tout le secteur énergétique contrebattu par notre artillerie.

Aucun événement à signaler sur la RIVE DROITE DE LA MEUSE ni en WOËVRE, où la canonnade a été intermittente de part et d'autre.

Nuit calme sur le reste du front.

23 heures

En BELGIQUE, très efficaces sur les tranchées ennemies d'HETSAS et de LANGEMARCK.

AU NORD DE L'AISENE, nous avons bombardé les abords de la VILLE-AU-BOIS.

En CHAMPAGNE, une attaque déclanchée par nous sur les positions allemandes au SUD de SAINT-SOUPLET nous a permis d'occuper une tranchée ennemie et de faire quelques prisonniers.

A L'OUEST DE LA MEUSE, le bombardement s'est sensiblement ralenti au cours de la journée sur le front BÉTHINCOURT-CUMIÈRES, où l'on ne signale aucune action d'infanterie. Sur la rive droite, assez grande activité dans la région de VAUX-DAMLOUP. Quelques escarmouches à la grenade ont été livrées par nos fractions à l'EST DU FORT DE VAUX.

En WOËVRE, bombardement des villages des pieds des COTES-DE-MEUSE. Notre artillerie a été très active sur tout l'ensemble du front, notamment à l'EST DU BOIS DE LA WAVRILLE, où un convoi d'artillerie a été dispersé, et aux abords du MOULIN d'HANNONCELLES, nord de FRESNES-EN-WOËVRE, où nos tris ont provoqué une forte explosion dans une batterie allemande.

## Le grand Conseil délibère

Le Temps du 21 février nous a appris que « le conflit mondial actuel n'est pas une guerre franco-allemande, pas plus qu'il n'est une guerre russo-allemande ou austro-italienne ». Nous le remercions beaucoup du renseignement.

Il affirme ensuite : « La conception de ceux qui pensent que c'est d'Artois que doit partir l'attaque qui assurera la victoire des Alliés envisage l'action dans un cadre trop limité ». Nous sommes de ceux-là, et le remercions beaucoup du compliment.

Et, — voyez combien nous sommes incorrigibles, — nous trouvons dans les événements actuels un argument de plus en faveur de ce principe napoléonien : le théâtre principal des opérations est tout le reste n'est rien.

Pourquoi le théâtre principal est-il en France plutôt qu'ailleurs ? Je ne tenterai pas de l'expliquer. Il est là parce que le sentiment général l'y a mis. C'est comme ça, parce que c'est comme ça. Depuis la Marne et l'Yser, bellégerants et neutres ont-ils jamais suivi les péripéties du drame avec une attention aussi passionnée que celle accordée à la bataille de Verdun ?

L'Allemagne a-t-elle jamais cessé de dire que nous étions ses ennemis les plus redoutables ?

Au surplus, voyez les faits. Matériellement, tactiquement, stratégiquement, la bataille de la Marne eut pour seul résultat d'arrêter l'offensive allemande ; mais l'armée adverse ne fut point détruite, et la majeure partie du territoire conquis resta entre ses mains. Ce fut néanmoins une victoire morale immense. Elle éclipsa celle de Lemberg, l'invasion de la Galicie et de la Prusse orientale par les Russes. Elle inaugura une ère nouvelle, autorisant tous les espoirs. A partir de ce jour, la Quadruple Entente, malgré tous ses échecs, s'est considérée victorieuse. N'est-ce pas la preuve éclatante de l'importance accordée par tous aux événements qui se passent sur le sol français ?

Anvers capitulé, la Belgique n'existe plus. La victoire de l'Yser, victoire passive cependant, calme les inquiétudes renaissantes, et son retentissement est encore plus grand que l'occupation de la région mazurienne, que la marche cependant triomphante des Russes, atteignant, à cette époque les sommets des Karpathes. Relisez les relations de l'époque pour vous en convaincre. Nos alliés atteignent les frontières de la Silésie à Soldau ; à Kalisch, les bords de la Wartha ; ils sont aux portes de Cracovie ; bagatelle que tout cela ! Nous avons arrêté les Allemands sur la route de Calais, c'est bien autre chose.

Puis, viennent pour nos alliés les jours sombres : l'évacuation de Lodz, les batailles de la Bzoura, et plus tard celles de la Dunajetz. C'est la retraite au delà du Niémen, au delà de la Vistule, au delà du Bug ; ce sont toutes les forteresses qui succombent, Varsovie, Kovno, Grodno, Brest-Litowski ; ce sont les derniers obus et les dernières cartouches tirés. On s'inquiète, mais on ne désespère pas, tant que le front occidental reste immuable.

L'écho du canon qui tonne en Artois ou en Champagne est autrement puissant que celui des 305 et des 420 devant Riga, Dwinsk ou Vilna ! Et petit suc-

cès ici compense grand désastre là-bas. La Serbie et le Montenegro disparaissent — temporairement, bien entendu — de la carte de l'Europe. Qu'importe ! Nous avons pris Tahure et Massiges, Loos et Hurluch !

Voici Erzeroum qui capitule, l'Arménie aux mains des Russes, Bagdad menacée de trois côtés, Trébizonde aux abois. C'est bien. Mais notre drapeau continue à flotter sur Verdun, et c'est encore mieux !

Je n'exagère pas. Lisez les journaux du monde entier, reflet des préoccupations et des angoisses de l'opinion. Et, après cela, vous voudriez nous empêcher de croire à la vertu magique du théâtre principal des opérations ! Vous voudriez nous empêcher de le placer là où tout le monde le place, consciemment ou non !

Sans doute toute action heureuse, sur n'importe quel théâtre, n'est point à dédaigner ; elle peut avoir une répercussion sensible sur l'issue de la lutte.

Mais, quoi qu'en disent le Temps et sa docte cabale, c'est en Occident, et en Occident seulement, que se produira la décision.

Un avenir très prochain, je pense, nous dira si tel a été aussi l'avis du grand conseil réuni en ce moment et au sein duquel s'agitent nos destinées.

Général Verraux

## L'attente roumaine

Mlle Hélène Vacaresco nous raconte son pays

Si les canons de Verdun tiennent tendus vers eux toutes nos pensées et toutes nos espérances, nos esprits ne se doivent pas détourner des autres champs d'action. Les Balkans demeurent la grande énigme et beaucoup pensent que là sera la décision.

Une nation y reste seule encore en dehors de l'immense conflit qui l'enveloppe. Qu'y fait-on ? Qu'y pense-t-on ? Qu'en sortira-t-il ? Nous l'avons demandé à Mlle Hélène Vacaresco, arrivée récemment de Roumanie. Nul n'est mieux qualifié pour nous révéler l'âme roumaine que celle qui, par sa notoriété d'écrivain, est populaire jusque dans les campagnes de sa patrie, et qui a vécu à la cour.

— Vous me demandez vers qui vont les sympathies de la majorité de mes compatriotes, nous dit Mlle Vacaresco. Mais, monsieur, il n'y a pas un Roumain sur cinquante qui ne donne toute sa sympathie aux Alliés. Cependant, pour la France, « sympathie » n'est pas exact. C'est de l'amour que nous avons pour elle. De l'amour véritable, celui qu'on a pour une femme, celui qui est aveugle pour les défauts et qui ne connaît que la séduction, l'invincible attrait faisant oublier tout le reste...

— Cependant, la presse...  
— Eh ! oui, je sais bien, la presse vous est en majorité hostile, en grande majorité même, car, sur une trentaine

de journaux, six ou sept à peine sont vos partisans, mais alors résoluement, àprement. Cependant, on ne peut pas dire des autres qu'ils soient « germanophiles ». Ils sont strictement allemands ; ils ont été achetés par les Allemands, non pas achetés comme vous l'entendez, avec un sens de corruption, mais acquis : ils sont propriété allemande... Seulement, je vous garantis que les Roumains ne les lisent pas et les malheureux petits vendeurs qui les offrent aux passants sont généralement houspillés dans les rues de Bucarest et traités de « sans-patrie » (sic).

— Mais cet « amour » est-il aussi vif dans toutes les classes ?

— Dans toutes, de bas en haut. Le peuple aime la France ; les intellectuels ne l'aiment pas moins. Sur soixante-quatre professeurs d'université, on compte trois amis de l'Allemagne, pas un de plus. Et cependant presque tous ont fait leurs études et leur éducation en Germanie. Ils la connaissent bien, la Kultur. Mais ils en ont compris l'horrible sens et la méprisent de tout cœur. D'ailleurs, l'amour de la France est tel en Roumanie que les Allemands qui s'y livrent à leur propagande effrénée ont l'habileté de ne jamais médire ouvertement de votre pays. Ils commentent toujours par reconnaître sa valeur et ses mérites, se bornant à ajouter que l'Allemagne lui est supérieure.

— Leur propagande est vraiment « colossale » ?

— Tout leur est bon. Je vous ai dit comment ils se sont fait leur presse. Ils ont voulu aussi se faire leurs cinémas. Ils n'ont guère réussi, d'ailleurs. Chaque fois que, dans une salle, l'écran montrait quelques-uns de vos « poilus », une tranchée française, une vue de France, c'étaient des acclamations sans fin, bien spontanées celles-là, car vous n'avez personne là-bas pour payer les enthousiasmes. Ils ont voulu leur succès. Ils ont timidement fait projeter quelques vues prises chez eux ou sur leurs fronts. Elles provoquaient des sifflets. Un soir, on donna le portrait du kaiser. Ce fut un déchaînement de hutes. Alors, ils ont acheté plusieurs cinémas ; ils y font la salle, et une chaque famélique tente d'acclamer les défilés au pas de l'oise, les exhibitions de 420 ou de zeppelins, les parades où se voient en bonne place l'empereur ou le kronprinz. Mais il est rare que des protestations ne s'élevassent pas, qui dégénèrent en rixes... Et la police doit interdire leurs films.

— Ils ne rêvent donc tout ?

— Mais vous-même, Mademoiselle, n'est-ce pas lié à l'Allemagne par de puissants intérêts économiques ?

— L'Allemagne tient bien des banques. Mais les riches Roumains sont tous propriétaires, et sur ceux-là l'Allemagne n'a pas de prise. Evidemment, chez nous comme ailleurs, les Allemands se sont infiltrés et nous sommes leurs tributaires dans le commerce et l'industrie. Mais nous pouvons nous passer d'eux. Nous étions leurs clients, nous changerons de fournisseurs. Ah ! ils la convoitent, notre Roumanie, comme bien d'autres choses et depuis longtemps. Autrefois, j'entendais souvent dire à la cour : « La Roumanie est le chemin des Indes. » Je ne comprenais pas, car mes connaissances géographiques me faisaient penser différemment. Je comprends aujourd'hui.

— Somme toute, quelles sont les aspirations de la Roumanie ?

— Celles de la France pour l'Alsace-Lorraine, de l'Italie pour le Trentin. Les Roumains veulent que leurs frères de Transylvanie ne soient plus sous la botte hongroise. Vous n'imaginez pas avec quelle colère ils ont appris que les Transylvains avaient été contraints d'aller se faire tuer en première ligne pour un pays qui n'est pas le leur !

— Et qu'a-t-on pensé des récentes menaces allemandes contre la Roumanie ?

— On ne les a pas prises au sérieux, dans les milieux élevés du moins, parce qu'on savait bien, d'abord, qu'il n'y avait plus assez de troupes allemandes dans les Balkans, ensuite que, lorsque les Allemands menacent un point, c'est qu'ils ont les yeux tournés vers un autre. Et la tentative sur Verdun nous a donné raison.

— Quel a été son effet là-bas ?

— J'étais partie quand l'offensive a commencé. Mais j'ai mis sept jours pour venir, car il fallait laisser défilé leurs régiments. Des amis qui sont arrivés après moi et qu'on a retenus à la frontière suisse m'ont conté que les Autrichiens leur ont affirmé que Fertoun — comme ils disent — était aux mains des Allemands. Ils ne l'ont pas cru. Car la réputation de mensonge de vos ennemis est aujourd'hui tellement établie chez nous qu'on ne les croit jamais qu'après plusieurs confirmations. Malheureusement, il y a les hésitants, sur qui ces mensonges font toujours quelque effet. Quel dommage que vous ne fassiez pas

seulement le dixième de leur propagande ! Vous, on ne demanderait qu'à vous croire. Mais vous ne venez pas.

— Il y a pourtant des Français chez vous.

— Il y a une colonie admirable. C'est elle et non pas nous, comme on l'a dit par erreur, qui a fait une souscription fructueuse pour envoyer des vêtements à vos prisonniers de Bulgarie ; c'est un comité français, sous la présidence de M. Blondel, votre ministre, et avec le concours de Mme Pichon, femme de l'attaché militaire, et de Mmes Ghiony, Denizot et Da Costa. Nous, sur l'initiative du cercle des Annales, nous avons recueilli une très forte somme pour... Mais je n'en veux parler que plus tard.

— Nous devons vous remercier, Mademoiselle...

— Oh ! moi, je n'ai droit à nulle gratitude : j'ai pu écrire en votre merveilleuse langue et je suis encore votre obligé. Mais que l'Œuvre dise bien la prodigieuse activité et l'inlassable dévouement de Take Jonesco, votre grand confrère, et de Filipesco et aussi de ceux dont on a moins dit les noms : Costinesco, notre ministre des finances, et Millé, le directeur de l'Advervul, notre puissant organe nationaliste. Avec de tels amis, la France est sûre que la Roumanie ne peut manquer de se trouver à ses côtés.

— Vous croyez donc à une intervention de votre pays ?

— Permettez-moi d'opposer à cette question le sourire de la Joconde. Si mystérieux soit-il, c'est tout de même... le sourire.

Fernand Izouard

**Au Parlement**

**Un million aux permissionnaires**

Le comité parlementaire de la « Journée du Poilu » a décidé de commencer, le 2 avril, à Paris et dans les départements, la distribution d'un premier million aux permissionnaires du front.

**Les marchés de la guerre**

La commission des marchés de la Chambre, réunie hier sous la présidence de M. Simyan, a été saisie par son président de divers incidents relatifs au fonctionnement de la commission et à ses pouvoirs. Elle a décidé d'entendre le gouvernement et a chargé son président de fixer, d'accord avec le gouvernement, la date de cette audition.

**Questions extérieures**

La commission des affaires extérieures de la Chambre, réunie hier au Palais-Bourbon, a entendu M. Georges Leygues, président de la commission, qui a fait connaître le résultat des négociations qu'il avait été chargé de poursuivre avec le président du Conseil au sujet de notre action en Grèce ; l'accord s'est réalisé entre le gouvernement et la commission dont les propositions ont été adoptées. La commission a voté un projet de résolutions demandant que les nominations soient effectuées à l'avenir de telle manière que les agents ne soient envoyés, contrairement à ce qui arrive bien trop souvent, que dans des pays dont ils parlent la langue.

M. Danour a exposé ensuite la situation politique et économique aux Etats-Unis. Il a montré l'insuffisance du service d'informations des Alliés et, en particulier, de la France qui a trop souvent négligé jusqu'à présent de démentir les fausses nouvelles allemandes et de faire connaître, en même temps que sa puissance militaire, financière et économique, son absolue unité morale.

M. Candace a donné lecture de son rapport sur les prisonniers de guerre. Il a fait un exposé complet de leur situation, des mesures de rigueur dont ils ont été victimes, des mesures de représailles prises par le gouvernement français et du résultat favorable qui a été obtenu par ce moyen ; il a signalé le rôle dévoué rempli par l'ambassade d'Espagne ainsi que le contrôle vigilant exercé par ses délégués, contrôle qui a permis d'obtenir la suppression d'un grand nombre d'abus et une amélioration sensible du régime.

**Hors d'Œuvre**

**Le doyen**

Il n'est pas mort. Plusieurs fois il avait été porté comme disparu. Il était seulement prisonnier. Toujours il reparait au bon moment, et remplissait le prétoire et la presse du bruit de ses nouveaux exploits, dont la guerre cependant parut avoir interrompu le cours.

On vient de le retrouver au n° 5 de la rue Mogador, où il avait fondé la « Banque des Nations » qu'on pourrait appeler, pour rester dans le ton du style héroïque actuellement à la mode, « La Maison du dernier Cartouche ».

Quel type, ce Mary Reynaud ! On n'en fait plus comme lui, de ces financiers de la vieille école dont Turcaret et Robert Maucroix étaient les maîtres.

Mary Reynaud a su se concilier toutes les sympathies.

Au Palais de Justice, magistrats et avocats parlent de lui avec un sourire indulgent et attendri.

— Ce sacré Mary Reynaud ! Il n'en fait jamais d'autres ! Il est épating pour son âge !

Ses clients lui conservent leur confiance aveugle. Ils allaient le relancer dans sa prison, chaque fois qu'il était mis à l'ombre, pour lui confier leurs derniers sous... Un homme qui promet du dix pour cent, par mois !

La police judiciaire, elle-même, respecte ses cheveux blancs. On a saisi hier les livres de Mary Reynaud, mais on l'a laissé en liberté, par égard pour ses soixante-douze ans.

De telle sorte que cette affaire devient une fameuse réclame pour lui : un financier qui a les cheveux blancs et qui n'est même pas en prison... Cinquante ans de pratique et la licence officielle de se promener les mains dans les poches (dans les poches des autres) : quel capitaliste exigerait d'autres garanties ?

Ne croyez pas que je raille ou que je m'indigne.

Je trouve même que ce n'est pas assez de laisser Mary Reynaud en liberté.

Le ministre des finances devrait décorer cet homme de génie. En reconnaissance de quoi Mary Reynaud donnerait patriotiquement au ministre des finances une recette infallible pour la mobilisation des capitaux français.

ZETTE

**Nos oiseaux en cage**

Il y a six mois que Jean Ajalbert a signalé dans l'Œuvre les misères du régime imposé par les autorités suisses à nos aviateurs internés. Sa voix était restée sans écho. Le 2 mars, notre collaborateur revenait à la charge sans plus de succès. Aucun de nos confrères ne s'émut.

Il a fallu que le journal La Suisse intervint pour qu'aussitôt la grande presse française s'avisât de penser à nos pauvres « oiseaux » en cage. On n'est jamais prophète en son pays...

**Physique ; histoire naturelle**

Trois poilus, arrivant en permission à Paris hier, vers deux heures de l'après-midi, furent pris d'un désir immodéré de manger des huîtres. Depuis plusieurs mois, ils n'en avaient pas vu ; les huîtres ne font pas partie de la faune des tranchées. Et puis, pour tout dire, les trois poilus n'avaient pas encore déjeuné.

Is se rendirent dans différents établissements où ils savaient que les Parisiens ont coutume de manger des huîtres... Partout, on leur dit que deux heures étaient sonnées, que les huîtres étaient

couchées et qu'on ne pourrait servir qu'à cinq heures ces messieurs les militaires.

Les trois poilus sont venus nous demander si les invertébrés de l'espèce des mollusques, ou tout au moins l'eau de mer qui se trouve dans leurs coquilles sont assimilés par les règlements aux boissons dosant plus de 15°.

Encore des « filleuls » qui demandent des « marennes ».

**Au rapport**

Voici quelques règlements édictés par les autorités militaires de la place d'Aurillac :

...Il est interdit en ville : de fumer la pipe ; d'avoir un cache-nez ou une canne, à moins d'autorisation écrite ; d'avoir les vêtements déboutonnés, le képi en arrière.

de porter les cheveux longs ; d'avoir les vêtements déboutonnés, le képi en arrière.

Les blessés qui ont la main droite libre saluent avec cette main ; ceux qui n'ont de libre que la main gauche saluent de la main gauche.

Les blessés apprécieront la combinaison ingénieuse que leur révèle cette dernière prescription et dont certainement ils n'auraient pas eu l'idée par eux-mêmes.

Ils apprécieront moins la nécessité de se munir d'une autorisation écrite chaque fois que la température les obligera à se munir d'un cache-nez.

Mais ils profiteront de la permission qui leur est donnée implicitement de porter les cheveux longs à l'intérieur de l'hôpital ou de la caserne, pourvu qu'ils aient la tête rasée chaque fois qu'ils sortent en ville.

**Condoléances**

Un groupe de poilus installés au sein des tranchées, dans un secteur où « ça barde », nous fait part de la profonde tristesse qu'ils ont éprouvée en lisant à la troisième page d'un grand quotidien le fait-divers suivant :

Un pénible accident vient de se produire en gare de Cannes. M. C.-A..., qui se rendait de Marseille à Monte-Carlo, est mort subitement en descendant du train. Le défunt voyageait en compagnie de son fils et de sa nièce.

**Humour au front**

On lit dans le Journal des Tranchées :

**CHRONIQUE MÉDICALE**

Le major. — Pérouse ? Monsieur le major, j'ai quelque chose dans le nez ; je ne peux plus respirer.

Le major (au caporal infirmier). — Mettez ; exempt de respiration... Au suivant !

**NOUVELLES MONDAINES**

On annonce que le vieil Armand, très fatigué, va partir au printemps pour la Côte d'Azur.

**CITATIONS**

Le Comité technique de déblaiements cite à l'ordre du jour l'agent-voyer Fillion, qui a trouvé le moyen pratique de faire disparaître la terre provenant des fouilles, en creusant un grand trou dans lequel elle est placée. La terre provenant des fouilles du second trou est placée dans un autre trou, et ainsi de suite.

**PUNITIONS**

Drevet Olivier, 2<sup>e</sup> classe, matricule 1709, cuisinier de la 16<sup>e</sup> esc. : 2 jours de consigne, 0/0 d'ucaporal d'ordinaire Jean Nelle. N'a pas obéi aux ordres de ce caporal, qui lui avait dit de balayer la boue en en faisant des petits tas bien propres.

**Les départements d'Anastasié**

**En Indo-Chine**

La censure fonctionne à Paris — avec quel tact, vous le savez — M. Gautier, dès ses débuts, s'étant montré, tel Crispin, le rival de son maître. Mais elle exerce aussi ses ravages sur les journaux de nos colonies. Il y a une Anastasié indo-chinoise. Par esprit d'émulation elle a voulu saffier autant que sa sœur aînée de Paris. Elle y a fort bien réussi.

Un article paraît à Saigon. La censure de Saigon le laisse passer, l'estimant anodin. Mais le général Dain, commandant d'armes à Saigon, juge cet article dangereux.

Au lieu de dire à la censure locale : « Vous avez eu tort de laisser paraître ce papier incendiaire », le commandant d'armes de Saigon s'en prend aux journaux indo-chinois et les avertis par circulaire que des poursuites pourront être exercées même contre les auteurs d'articles autorisés par la censure, en vertu d'un décret du 22 août 1914.

Voilà qui est singulier. L'autorité militaire peut sévir contre un article de journal visé par la censure ! Il semblerait plus logique de sévir contre la censure, si elle a eu le tort de laisser publier un article dangereux.

Poursuivre un journaliste parce que la censure (dont le devoir est d'échapper toute indiscretion militaire ou diplomatique) somnolait le jour où paraît son article, c'est procédé nous semble paradoxal, pour ne pas dire inadmissible.

C'est ce qu'a compris le Syndicat de la presse coloniale, dont une délégation, composée de MM. Georges Bousset, Gratien Candace, Ernest Outrey, députés des colonies, et de M. Paul Vivien, président de l'Association, a été reçue hier matin à onze heures par M. Gaston Doumergue, ministres des colonies, auprès de qui elle a protesté contre la façon inégale et arbitraire dont s'exerce la censure dans certaines colonies, notamment en Indo-Chine.

M. Gaston Doumergue a donné à la délégation l'assurance qu'il allait immédiatement adresser aux gouverneurs des instructions pour que la censure ne soit désormais exercée aux colonies, comme l'a demandé le Parlement, que pour des faits d'ordre diplomatique et militaire.

**En France**

L'Eclair nous a communiqué la note suivante :

**ERNEST JUDET**

M. Ernest Judet ne s'est pas contenté de cette protestation. Il a saisi de son cas le Comité du Syndicat de la Presse, qui s'est réuni hier, dans l'après-midi.

Après examen des faits, le Comité n'a pu qu'approuver sans réserve l'attitude de notre confrère.

Félicitons le Comité de ce geste courageux et... exceptionnel. Souhaitons qu'il ne s'en tienne pas à ces velléités d'indépendance, et qu'il continue désormais à défendre un peu moins mollement la liberté de la presse, c'est-à-dire le droit du public à la vérité.

**La protection de Paris contre les inondations**

M. Loupe, député du Finistère, a fait, devant la commission des travaux publics, un exposé provisoire de la question de la protection de Paris contre les inondations. Le projet de loi déposé par le gouvernement, tend, on se le rappelle, à l'élargissement du bras gauche de la Seine, dit de la Monnaie, et à l'approfondissement du lit de la Seine jusqu'à Bougival.

Selon le rapporteur, l'adoption du projet aurait pour principaux avantages l'amélioration de la navigation sur la Seine, la consolidation de certains ponts et le quadruplement des voies de la ligne d'Orléans provoqué par le déplacement du souterrain actuel.

Le coût du projet s'élevait à 67 millions en environ, et son exécution demanderait, en dehors des délais d'expropriation, cinq années.



Prenez 6 ou 8 feuilles de papier et mettez-les...

... la grosse publicité...

... des petites annonces pour se retrouver...

... d'autres pour soulager l'humanité souffrante...



... de bonnes fausses nouvelles...

... s'il vous reste de la place, une vérité (pas plus) est toujours bien accueillie...

... puis soumettez à la censure qui ne trouve rien à couper... et vous aurez un « grand journal d'informations ».

# “ L'Œuvre ” Militaire

## L'âge des officiers

« Le talent ne s'acquiert pas à l'ancienneté », disait naguère notre éminent collaborateur Polochon. Pour être général, ajoutait-il, il faut avoir usé l'énergie de sa vie tout entière dans des emplois subalternes et un simple soldat, fut-il Hoche ou Marceau, ne peut guère espérer dépasser en fin de carrière l'âge d'un capitaine... Selon Polochon, les généraux devraient avoir, moralement au moins, l'âge des troupes qu'ils commandent.

Il est curieux de voir combien, en général, l'histoire confirme ce jugement. En 1805, par exemple, au moment où l'armée impériale française a presque atteint sa maturité, ses plus vieux généraux ont trente-sept ans, tandis que les chefs des armées ennemies ont vingt ou trente ans de plus qu'eux.

Mortier, Bessières, La Tour-Maubourg, Nansouty, Gudin ont trente-sept ans. Napoléon, Lannes, Soult, Ney, etc., en avaient trente-six. Davout, Morand, Montbrun en ont trente-cinq. Murat, Roguet en ont trente-quatre. Rapp, Corbineau, Suchet en ont trente-trois. Vandamme, Reille, La Salle ont trente ans. Colbert et Lemarois ont vingt-huit ans.

Par contre, chez les Autrichiens et les Prussiens, on trouve de respectables ancêtres :

Pendant la campagne d'Italie de 1796, Napoléon, qui a vingt-six ans, bat Alvinzi, qui en a soixante et un, Beaulieu, qui en a soixante et onze, et Wurmsér (soixante-douze) : soit deux cent quatre ans à eux trois !

En 1800, le baron de Mélas, le vaincu de Marengo, a soixante-dix ans (quarante ans de plus que son adversaire).

En 1805, l'« illustre » Mack capitule à Ulm, malgré qu'il ait cinquante-trois ans, et Koutousoff perd la bataille d'Austerlitz... à soixante ans.

En 1806, l'admirable campagne de Prusse, qui aboutit à Iéna et à Auerstedt, à l'anéantissement de l'armée organisée par le grand Frédéric, à la prise de Berlin, à l'écrasement total de la Prusse, met aux prises des généraux français de trente à trente-huit ans, avec le prince de Hohenlohe (soixante ans), Blücher (soixante-quatre ans) — celui-ci resté très jeune malgré l'âge —, le prince de Brunswick, généralissime (soixante et onze ans) et, enfin, le feld-maréchal de Mollendorff (quatre-vingt-deux ans) !

Qu'on n'imagine pas qu'un chef d'armée jeune soit moins capable d'idées générales et de conceptions sages qu'un vieil officier blanchi sous le harnois. Il y avait, en 1784, dans la compagnie colonelle du régiment des gardes-françaises, dite compagnie des gibernes blanches, un beau grenadier de seize ans. C'était le fils d'un garde du chénil de Louis XV; sa mère était morte, mais sa tante, marchande de quatre saisons à Versailles, avait beaucoup de tendresse pour lui et fournissait à ses petites fantaisies. Hoche, grenadier modèle, devint caporal, puis, grâce à la Révolution, ad-

judant-sous-officier au 104<sup>e</sup> de ligne ; le 24 juin 1792, il allait rejoindre son régiment en garnison à Thionville. A vingt-trois ans, le 15 mai 1793, Hoche était commandant ; en décembre, général de brigade, il s'appropriait à attaquer Furnes, Nieupoort, Ostende.

Après avoir sauvé Dunkerque, au moment où il attaquait Nieupoort, Hoche écrivit au Comité de Salut Public l'admirable lettre suivante, qui devrait être lue et relue par nos chefs militaires et nos gouvernements :

« Nous ne faisons qu'une guerre d'imitation, disait-il. Nous n'avons aucun plan. Nous suivons les ennemis partout où ils se présentent et sans chercher à pénétrer leurs desseins ; nous donnons souvent dans les pièges qu'ils nous tendent. »

« Et pourquoi n'aller jamais qu'ou nous conduisent les ennemis ? Ne pouvons-nous nous occuper de ce que nous avons à faire sans songer à eux ? »

Quel profit ne pourrions-nous pas tirer nous-mêmes de ces lignes, écrites par le jeune général, voilà cent vingt-trois ans !

« Je le dis, je l'ai écrit au Comité il y a deux mois, ajoute-t-il, cessons de nous disséminer; réunissons-nous en masse et marchons fièrement à la victoire. Ne nous refroidissons plus, ne nous arrêtons plus que lorsque les coalisés seront terrassés. Ils ont manqué deux fois de l'être ; qu'à la troisième ils n'échappent pas... Il n'est point d'obstacle invincible : le Français, conduit par l'honneur et l'amour de la patrie, les surmontera tous. Marchons, marchons, il faut que la République n'attende pas l'an prochain pour être sauvée... »

Quelques jours plus tard, le jeune homme, promu général de division, était nommé commandant en chef de l'armée de la Moselle. Il trouve en face de lui cent mille soldats allemands, parfaitement disciplinés, conduits par l'élite des généraux autrichiens et prussiens. Depuis quatre mois, l'armée française et l'armée ennemie étaient inactives et les Allemands avaient employé ce temps à se retrancher formidablement ; les Prussiens avaient construit leurs redoutes sur la Sarre ; les Autrichiens, dans les Vosges, à Niederbronn, Freschwiller, Reichshoffen. Ni redoutes ni tranchées, n'arrêtaient Hoche, qui battit Brunswick et Wurmsér, débloqua Landau et libéra l'Alsace. Il avait vingt-six ans et Wurmsér soixante-dix.

« La réflexion doit préparer la foudre exécuter », aimait à dire Hoche. Il doit en être ainsi encore aujourd'hui. Carnot, l'organisateur de la victoire, était, en l'an II, un vieil homme... de quarante et un ans, tandis que ses généraux avaient vingt ans. Il est bon qu'en 1916, l'organisateur de notre victoire soit un homme d'âge, calme et rassuré, mais que ses collaborateurs, les généraux combattants, exécuteurs de ses ordres, soient des hommes jeunes, aussi jeunes que leurs troupes.

André Faure

## Le général Lyautey à Madrid

Le général Lyautey, résident général au Maroc, est arrivé à Madrid venant de Paris. Il rejoint son poste.

## LE SECTEUR où l'on ne se bat pas

La plaine où l'on se battit en octobre s'en va par lentes ondulations jusque vers cette ligne d'horizon qui nous domine un peu et le long de laquelle les Boches se sont retranchés depuis bientôt quinze mois. Secteur paisible : que l'on ait devant soi un corps de réserve, la Garde prussienne ou les Bavares, nulle attaque n'est venue troubler notre quiétude ; nous nous annuons à périr. Il y a comme cela le long de cet immense ver de terre qui s'appelle le « front » quantité de petits endroits où il serait sans intérêt d'attaquer : la seule chose à craindre est un coup de folie subite de quelque général allemand. Alors, on se borne à accumuler défenses accessoires sur défenses accessoires ; chaque fois que les Boches plantent un cent de piquets chez eux, nous leur en piquons un autre cent devant le nez ; à chaque nouveau cheval de frise surgi devant nos tranchées, le monsieur d'en face nous oppose son frère jumeau... (1)

« Vers la fin de la septième année, prétend un sous-lieutenant disciple de Mark Twain, nous serons, comme des armérites enfermés derrière des grilles d'acier. » Car à ne jamais bouger de ses trous, on finit par croire que cette situation est éternelle et que l'on est destiné à croupir immobile jusqu'au jour du jugement dernier.

La vie dans un secteur paisible est toute tissée de je-m'en-fichisme, d'indifférence aux accidents causés par les obus égarés (chaque batterie tire un petit paquet d'obus chaque jour, il est bien rare qu'il y ait de la casse) et surtout de sagesse bouddhiste et raisonnée.

Dans ces secteurs où l'on se borne à attendre une improbable offensive vivotent deux familles de soldats : les fanjans, qui, dans toutes leurs lettres, décrivent à leurs bonnes amies des combats imaginaires mêlés de bruyantes charges à la baïonnette, et les sceptiques, qui avouent la pâle vérité à leurs familles et ne sont jamais crus. Et l'on a ainsi, par avance, un tableau exact de ce que seront les récits de la guerre faits par des troupiers : les uns exagérés, les autres trop plats.

Les journalistes, en qui dorment toujours des instincts de romanciers feuilletonistes, s'obstinent à donner chaque jour la chair de poule à leurs lectrices et ne parlent jamais des secteurs où l'on ne se bat pas. Erreur funeste, travestissement baroque d'une guerre dont la caractéristique est la lenteur.

Je n'ai été surpris que d'une chose, à la première bataille à laquelle j'assistai le 25 août 1914 : ce fut de la lenteur ployable avec laquelle se déroulaient des événements dont dépendait le sort de plusieurs peuples. J'avais lu des récits de

(1) Une belle histoire de chevaux de frise est celle qui avait été racontée au colonel du... non loin de chez nous : ses patrouilles enlevèrent en une nuit trois chevaux de frise devant les tranchées boches et les emportèrent dans nos lignes. Le colonel, pour les récompenser, offrit cent sous par cheval de frise qu'on lui apporterait. Ce procédé eut beaucoup de succès auprès de quatre patrouilles débrouillardes et fustistes qui, pendant une semaine, rapportèrent chaque nuit un cheval de frise à leur colonel. Ils allaient tranquillement le chiper dans le parc du génie qui se trouvait à cinquante mètres de la cagna du colonel.

guerre ; je savais que Moukden et Lule-Bourgas avaient duré fort longtemps ; cependant la lenteur étonnante de chaque mouvement était quelque chose de tout à fait choquant à mes yeux : à dater de ce jour, j'ai compris que la guerre n'était quelque chose de véritablement artistique que sous la plume et avec les raccourcis formidables d'un historien un peu poète.

Lorsque, plus tard, on fera l'histoire de cette guerre, on oubliera les longues heures passées à attendre, à ne rien faire, à s'ennuyer, à essayer de se redonner du nerf, à trébucher dans les marécages du désenchantement et de la perplexité... On se bornera aux grandes tempêtes : Charleroi, Guise, Carency, la Champagne... Et l'on aura raison : la grande poésie ne s'écrit pas avec du brouillard. Nous-mêmes ne saurons plus que nous nous sommes tant ennuyés, loin de la vie, loin de l'art, loin de la beauté, perdant même peu à peu la dernière illusion du sacrifice. Et nous séparant de tout cela, qui est plat et médiocre, nous nous figurerons avoir fait sans cesse figure de bravaches. C'est alors que, rétrécis, nous nous décernerons à nous-mêmes des bustes. Et nous ne retracerons à nos petits-enfants que les plus beaux de nos souvenirs, pour ne point les désabuser de la guerre.

Capitaine Z.

## Soyez très bons pour les blessés

Oui, soyez très bons pour eux, ils le méritent. Certains médecins militaires se montrent parfois un peu rudes, non par méchanceté, nous voulons le croire, mais par habitude, parce qu'ils n'ont pas de temps à perdre et souvent aussi parce qu'ils croient qu'on veut les tromper.

Nous avons raconté dans un précédent numéro, la scène pénible qui s'était passée au dépôt d'éclipsés de Clignancourt. Un blessé s'était vu enlever ses béquilles par le major, sous prétexte qu'il pouvait s'en passer et le pauvre avait eu l'air si navré que tous les assistants s'en étaient émus.

Ce major, à qui nous avions prêté, à tort, quatre galons alors qu'il n'en a que trois, avait usé d'une méthode en honneur chez beaucoup de ses confrères et qui consiste à brusquer le malade pour stimuler son énergie. Certains blessés pourraient, s'ils voulaient faire un effort, se passer de leurs béquilles ou de leur canne et ce serait un bien pour eux ; mais ils hésitent, ils craignent de se priver de cet appui et ils prennent la fâcheuse habitude de s'en servir constamment. C'est pourquoi, au Grand Palais, par exemple, les éclipsés ne peuvent sortir avec canne ou béquilles sans une autorisation écrite.

## Au Conseil de guerre

Un bavard

Le nommé Caron était poursuivi devant le 1<sup>er</sup> conseil de guerre pour propos alarmistes tenus dans un café : « La Serbie est écrasée, il n'est pas vrai que les Allemands crévent de faim ; ils sont partout vainqueurs. »

M<sup>e</sup> Michon a présenté la défense de l'inculpé. Il s'est efforcé de démontrer que son client n'avait colporté aucune nouvelle de nature à jeter l'alarme dans le public.

« Si l'on devait punir de tels propos, a dit M<sup>e</sup> Michon, il faudrait poursuivre un homme comme M. Clemenceau, qui hier encore a été l'objet d'une interdiction. Il faudrait poursuivre Gustave Téry pour avoir reproduit dans l'Œuvre les articles de M. Clemenceau. Qui songerait cependant à incriminer les sentiments de Gustave Téry, dont les campagnes d'avant-guerre en faveur de l'aviation, et dont les cris d'alarme pour avertir nos gouvernants des dangers de l'infiltration allemande attestent à la fois tant de courage, d'indépendance et de clairvoyance ? Il faudrait poursuivre Charles Humbert qui, tous les matins, crie : « Des canons ! des munitions ! » N'est-ce pas là un cri d'alarme ? »

L'argument a sans doute porté, puisque Caron n'a été condamné qu'à 25 francs d'amende.

## Le placement des réformés de la guerre

Vous que la guerre a meurtris, vous qui, grands moralement par votre héroïsme, êtes sortis diminués physiquement de la mêlée sanglante ; vous pour lesquels l'avenir s'est assombri, calmez vos angoisses, dissipez vos alarmes : une institution tutélaire s'est fondée qui va chercher à assurer votre subsistance, à vous procurer du travail ; elle s'ouvre toute grande à vous : c'est l'office national de placement pour les réformés et les mutilés de la guerre ; nous vous en avons déjà parlé.

L'office, installé, 95, quai d'Orsay, constitue une émanation directe du cabinet du ministre. Le général Gallieni a placé à sa tête des officiers blessés, retour du front, qui mettent dans l'accomplissement de leur tâche, pour le service de leurs frères d'armes malheureux, tout leur dévouement, toute leur activité. Ils ont organisé une sorte d'immense bureau de placement bénévole, qui fait appel à l'industrie, au commerce, à l'agriculture, aux employeurs de toutes sortes, petits et grands. Il leur demande à tous de lui indiquer leurs places disponibles, leurs besoins, et en échange il leur indiquera, parmi les réformés qui se font inscrire, ceux qui peuvent convenir à chaque situation. C'est, en somme, un organe de liaison entre ceux qui fournissent le travail et les réformés qui en cherchent ; il a déjà sauvé bien des malheureux de la désespérance et du besoin. Tous les réformés, à quelque catégorie qu'ils appartiennent, peuvent avoir recours à ses services ; les numéros 2 comme les numéros 1, ceux qui reçoivent une pension aussi bien que ceux — les malchanceux — qui sont restés avec leur congé de réforme tout sec, sans la moindre allocation pour en adoucir la douloureuse amertume.

Mais pour que cette institution bienfaisante puisse revêtir toute l'ampleur désirable, pour qu'elle acquière le caractère vraiment national qu'a rêvé son créateur, il faut que tous les patrons lui communiquent leurs demandes et leurs besoins de personnel. C'est pour eux un impérieux devoir. Que tous, employeurs comme employés, retiennent bien cette adresse : 95, quai d'Orsay. C'est là qu'est l'œuvre excellente et bien française qui a pour mission d'assurer du pain, le pain que nous leur devons, à tous les malheureux de la guerre.

Mortimer-Mégret

## Réponses

E. G. 666. — Nous ne pouvons vous donner une réponse exacte sans connaître votre situation militaire, que vous n'indiquez pas.

A. L. 666. — 1<sup>o</sup> Oui. C'est la même pour la même année. 2<sup>o</sup> Décret du 16 janvier 1915. 3<sup>o</sup> 20 centimes.

Schneider. — Nous allons signaler cette anomalie.

P. L., secrétaire d'état-major. — Il y a évidemment une erreur. Vous pourriez exposer votre cas au général commandant votre division.

L.P.G.V.C. — Cette question sera traitée dans l'Œuvre.

L. J. 5773. — Vous pourrez, à votre majorité, retirer votre argent vous-même, à raison de cinquante francs par quinzaine.

G.F. — Oui, vous pouvez demander à vous rapprocher de votre domicile. Faites une demande par la voie hiérarchique au général commandant votre région.

P.G. — Vous êtes dispensé de la visite trois mois après. Vous ne devez être contre-visité que le 12 janvier 1917 ou, du moins, quarante jours avant.

Baude. — Si vous êtes indigent, vous pouvez demander des secours au ministère.

Loupard. — 1<sup>o</sup> Oui. 2<sup>o</sup> Demandez au recrutement la nomenclature des services, ou vous la donnera.

FEUILLETON DE L'ŒUVRE du jeudi 16 mars 1916

11

## Les Mystères de Corneville

ou L'ESPION MALGRÉ LUI

Roman inédit

PAR

JEAN DRAULT

PREMIÈRE PARTIE

LES SECRETS DU DEUXIÈME BUREAU

Résumé des dix premiers feuillets : M. Perrussel a accepté pour le mardi soir, 11 août 1914, un rendez-vous galant. Le matin de ce même jour, un commandant du 2<sup>e</sup> bureau, au moment où il va s'occuper du cas d'un espion boche nommé Burgenstaub, rival de M. Perrussel, reçoit la visite étrange d'un feuilletoniste. Celui-ci prétend connaître le moyen de faire rentrer un milliard en or à la Banque de France.

OU L'ON VOIT APPARAÎTRE MONSIEUR BOUILLON, FEUILLETONISTE

I

Les yeux du commandant eurent une leur ironique. Mais avant d'appeler Radingois pour le prier de conduire à

la maison de santé la plus proche l'extravagant feuilletoniste, il crut devoir demander :

— Vous n'avez pas cet or sur vous, au moins !...

— Je vois, mon commandant, que vous avez le mot pour rire. Un train serait nécessaire pour transporter un milliard en or. On a fait, là-dessus, des statistiques étourdissantes de pittoresque !

— En admettant que votre démarche soit sérieuse, n'auriez-vous pas pris le deuxième bureau pour une annexe de la Banque de France ?

— Du tout ! fit M. Bouillon, en souriant.

— Alors !

— Oui !... Je sens bien qu'une explication est nécessaire.

— Plutôt !

— Mon commandant, avez-vous entendu parler de Corneville ?

— Parbleu !

— Il y a plusieurs châteaux, aux environs de Corneville. Il en est un surtout, à six ou sept kilomètres, qui est à demi ruiné et célèbre : Le Manoir du Vieux-Prieuré.

— Je l'ai vu !... fit l'officier, goguenard.

— Vraiment ?

— Oui, au théâtre de la Gaîté !

Et il chanta :

Digue ! Digue ! Digue !  
Digue ! Digue ! Don !  
Sonne ! Sonne ! Sonne !  
Joyeux carillon !

M. Bouillon parut froissé : — Ah ! mon commandant !... Un tel rigodon, en ce moment ?

— C'est de votre faute !... Vous me parlez de Corneville ?... Je chante l'air des Cloches.

— Je vous assure que ma démarche est sérieuse !... Plus d'un milliard en or est caché dans les souterrains du Manoir du Vieux-Prieuré. Ça n'est pas de l'opérette, ça !

— Non ! répliqua brusquement le commandant Fontan dont le petit œil, derrière le verre des lunettes, se fit mauvais. Non ! ce n'est pas de l'opérette !... Mais c'est du feuilleton !... Ne seriez-vous point, monsieur le romancier, un type dans le genre de Molière, mais moins discret ? Molière essayait ses comédies sur sa servante. Vous essayez, vous, vos romans populaires sur un officier supérieur qui a, je vous assure, d'autres Boches à filer !

Le commandant perdit patience :

— Je vous assure..., interrompit M. Bouillon.

— Votre cuisine était plus qualifiée que moi, monsieur... Je suis là, à vous écouter, quand cent dossiers d'espionnage s'accumulent... Ah ! le colonel Pénissou regrettera de vous avoir donné ce mot d'introduction.

— Du tout !... Il savait.

— Votre histoire de milliard caché ?

— Oui !... Il y a de l'espionnage dans l'affaire...

— Vraiment ?

— Je vous le dis !... Seulement, laissez-moi raconter les choses par le commencement, que diable !... Le commandant Fontan était à demi ébranlé.

— Allez !... fit-il avec résignation.

— Le Manoir du Grand-Prieuré, jadis, fut dans ma famille.

— La famille Bouillon ?

— De Bouillon, s'il vous plaît !... Je suis issu de Godefroy de Bouillon.

— Fichtre !

— Tout simplement ! Oui ! monsieur.

Le feuilletoniste s'était levé. Il saluait. Quand il se fut assis de nouveau, il poursuivit :

— Je ne prétends pas être de la branche aînée ! Non !... Mais je descends d'un des petits-neveux de Godefroy qui, revenant de Palestine, épousa une Normande de haute lignée, fit acheter et agrandir le manoir, centre d'un vaste fief, que sa femme lui apportait en dot, et fonda un prieuré dans une partie de ce manoir. Plus tard, fief et manoir sortirent de ma famille qui s'appauvrisse. Après la Révolution, mes aïeux étaient dans un tel état de pureté qu'ils supprimèrent le *de*, désormais inutile, et s'adonnèrent carrément au négoce. Mon propre grand-père fut parfumeur ; mon père se contenta d'être mandataire aux Halles. Son idée était de relever le blason, une fois fortune faite. On ne peut pas, déceint, se réclamer de Godefroy de Bouillon quand on est mandataire aux Halles. Reconnaissez, à ce sujet, mon commandant, que la langue française a de curieuses anomalies... Si vous appelez le duc de Bouillon, vous ruissez de l'héroïsme du Moyen-Âge, à moins que vous ne sembliez sortir, pimpant, poudré, odorant, d'une chaise à porteurs de Versailles. Appelez-vous Bouillon tout court, vous ne ruissez plus que des eaux grasses d'un restaurant à prix fixe où nos contemporains vous soupçonnent d'écoumer le pot toute la journée. Me blâmez-vous de vouloir, à mon tour, relever le blason de mes pères, redeve-

nir le duc de Bouillon, et donner à mon petit-fils, quand j'en aurai un, le splendide prénom de Godefroy ?

— Comme il avait proféré cette interrogation d'un ton un peu menaçant, le commandant Fontan se hâta de lui répondre :

— Jamais, au grand jamais, je n'ai eu l'idée folle de vous blâmer d'une pareille chose ! Seulement, revenons au milliard, voulez-vous ?... Vous êtes venu pour ça !

— Tout se tient ! Vous allez voir !... M'étant établi feuilletoniste, j'ai d'abord eu la guigne... Je voulais être un Balzac, ce fut mon erreur. Mais je m'assimilai plus facilement les méthodes d'Alexis Bouvier... Le public mordit. J'eus des commandes en masse.

— Certes ! Vous avez eu de beaux succès ! Il y a une porteuse de pain, dans mon quartier qui recommande à toutes les bonnes la lecture de votre *Amour dans la Jungle*. Elle en frémit encore après cinq ans. Il y a là-dedans parait-il, une jeune Anglaise enlevée par un nègre, et qui est sauvée par un boa.

— Un boa ?

— Qui mange le nègre, oui !... La porteuse de pain le raconte, du moins. Vous ne vous souvenez pas de cet incident capital, vous qui avez fait le roman ?

— Il y a cinq ans, je n'écrivais déjà plus mes romans moi-même. Je n'avais même pas le temps de les lire ! J'avais à peine celui de les placer tous ! Je m'étais créé un fief littéraire. Un peuple de serfs cultivait mon domaine. Moi, relevant la tradition du suzerain, je me battais pour assurer l'écoulement de leurs produits.

(La suite à demain.)

# DERNIÈRES NOUVELLES

# Les idées qui passent...

## Le mystère turc

Depuis quelques jours, nous parvenons de Suisse les nouvelles les plus tendancieuses sur la situation en Turquie ainsi que sur les intentions du Comité Union et Progrès.

Ne nous affirmait-on pas, hier, que la Sublime-Porte avait demandé à la Russie de conclure une paix séparée ? Aujourd'hui, les mêmes informateurs ne manquent pas d'attribuer une importance exceptionnelle au séjour que Nabi bey, l'ancien ambassadeur de Turquie à Rome, vient de faire à Lausanne. Cet homme d'Etat, dont les qualités diplomatiques se sont naguère déployées dans les négociations du traité d'Ouchy, aurait été chargé par Talaat bey de « sonder » les puissances de l'Entente sur leurs intentions présentes à l'égard de la Turquie.

Il serait puéril de nous laisser, une fois encore, illusionner par ces bruits fantaisistes.

Si Nabi bey est allé à Lausanne, qu'il vient d'ailleurs de quitter pour se rendre à Berlin, c'est uniquement pour des motifs personnels et qui ne touchent en rien à la politique ou à la diplomatie. D'ailleurs, même s'ils en avaient le désir, les maîtres actuels de l'empire ottoman ne possèdent plus l'indépendance suffisante pour engager des pourparlers avec leurs adversaires. Jamais mieux qu'aujourd'hui Constantinople ne s'est trouvée entre les mains des Allemands et des Autrichiens. Tous les ministères, toutes les administrations sont dirigés sans contrôle par des fonctionnaires germaniques qui n'hésiteraient pas à refuser toute velléité de libération. Quant au peuple, il s'est soumis avec résignation, sinon avec joie, à la tyrannie boche, et ce serait mal connaître l'âme turque que de la croire capable d'un brusque sursaut d'amour-propre.

Il n'y a qu'un moyen de se concilier la Turquie : écraser l'Allemagne ou la vaincre elle-même en Arménie, en Mésopotamie ou ailleurs. Tant qu'il y aura des Allemands à Constantinople, le groupe d'Enver pacha leur obéira servilement et passivement.

Voilà ce dont il faut que nous demeurions définitivement persuadés.

C. O.

## Congratulations

Le roi de Saxe a reçu du kaiser la dépêche suivante à l'occasion de l'héroïsme dont ses troupes auraient fait preuve dans la grande bataille :

« Bravo ! grenadier, pour la nouvelle page que la valeur de ton régiment saxon de grenadiers et de ton régiment de fusiliers a ajoutée au livre de gloire des troupes saxonnes ! Je t'exprime à toi et au peuple saxon, mes plus cordiales félicitations. Que Dieu continue à nous assister ! »

Le roi de Saxe a répondu par le télégramme suivant :

« Tous mes remerciements pour les félicitations amicales à propos de la magnifique conduite de nos troupes. C'est pour moi une satisfaction particulière à cette grande époque où le monde entier contemple les exploits de nos armées, que mes troupes elles aussi fassent tout pour contribuer à la gloire de notre incomparable armée. »

Mais attendons la fin.

## LE TSAR SUR LE FRONT

Tsarskoïe-Selo, 15 mars. — L'empereur est parti pour le front.

## Les nouvelles dont il faut se méfier

Une dépêche d'Athènes annonce que, d'après un bruit qui court dans cette ville, le général Ismail-Lakki, chef du commissariat remplaçant Enver pacha, ministre de la guerre, qu'on suppose mort.

Une note officieuse prévenait, avant-hier, les journaux qu'il fallait se méfier de certaines dépêches venant d'Athènes et de Bucarest et qui ont pour but de semer de fausses nouvelles relatives à l'Orient, afin de faire croire aux Turcs que tout ce que racontent les journaux des Alliés est faux.

Cette dépêche d'Athènes nous a tout l'air d'appartenir à la catégorie des télégrammes dont il faut se méfier.

## LA RÉVOLUTION EN CHINE

Pékin, 14 mars. — On confirme que les troupes gouvernementales ont remporté un succès sur les troupes du Yunnan. On a l'impression à Pékin que la révolution est sur son déclin.

## LA MANIFESTATION DE LAUSANNE

Lausanne, 15 mars. — La chambre d'accusation du tribunal de Lausanne, après délibération, a renvoyé devant les assises fédérales pour violation de l'article 41 du code pénal fédéral, Marcel Henziker, prévenu d'avoir, le 27 janvier 1916, à Lausanne, en détachant violemment les couleurs allemandes de la hampe du drapeau suspendu devant le consulat d'Allemagne, commis un acte contraire au droit des gens.

La Chambre décide, en outre, que Marcel Henziker sera sommé publiquement et par voie éditoriale, d'avoir à se mettre à la disposition de la Chambre d'accusation du tribunal fédéral de Lausanne d'ici le 15 avril 1916, sous peine d'être condamné par contumace.

A la suite de son équipée, Marcel Henziker s'était réfugié en France.

## L'Allemagne et le Brésil

Londres, 15 mars. — L'agence Reuter apprend, en ce qui concerne les négociations entreprises par le gouvernement brésilien avec l'Allemagne concernant la réquisition des bâtiments allemands se trouvant dans les ports brésiliens, que le gouvernement allemand se refuse maintenant à toute discussion à ce sujet.

Le ministre des affaires étrangères du Brésil, absent, est revenu précipitamment à Rio-de-Janeiro. On attribue son retour à la déclaration de guerre de l'Allemagne au Portugal.

Plus de 30 bâtiments allemands seraient internés dans les ports brésiliens.

## DANS L'AFRIQUE ORIENTALE

Londres, 15 mars. — Communiqué du corps expéditionnaire de l'Afrique orientale. — Nous avons occupé Moshi le 13 mars et nous nous dirigeons sur Arusha, que nous croyons évacué.

Les Allemands, considérablement aidés par la voie ferrée de Tanga, semblent se retirer rapidement vers le sud. Les nombreux cours d'eau de la région apportent quelque gêne à notre poursuite.

En fouillant les flancs des collines de Kitovu, nous avons trouvé dans la brousse de nombreux cadavres, trois mitrailleuses et un canon abandonnés par les Allemands après leur récente défaite.

## Le mark baisse encore

Genève, 17 mars. — Dans sa baisse « irrésistible », le mark a baissé aujourd'hui, sur le marché de Genève, tous ses précédents records de chute. Il est tombé à 92 fr. les 100 marks, chiffre auquel on ne l'avait jamais vu descendre.

Depuis le 25 février, début de la grande offensive sur Verdun, la baisse totale est de 2,95.

## SOUS LEUR BOTTE

Amsterdam, 15 mars. — L'Echo Belge publie de nouvelles condamnations prononcées par les cours martiales allemandes en Belgique : Edgar Pepin, fils du bourgmestre de Paturages, a été condamné à dix ans de travaux forcés ; trois personnes ont été condamnées à trois ans chacune et à un an de la même peine.

## RUPTURE entre l'Autriche et le Portugal

Lisbonne, 15 mars. — Le ministre d'Autriche a demandé aujourd'hui ses passe-ports ; il partira demain par train spécial pour Madrid ; il sera accompagné par le secrétaire du ministre des affaires étrangères jusqu'à la frontière.

## Le Cabinet portugais

Lisbonne, 15 mars. — Les ministères des finances, de la guerre, des affaires étrangères, de la marine et des travaux publics restent dans le nouveau cabinet, dont la composition est la suivante : Colonies et présidence : M. Almeida ; marine, M. Continho ; finances, M. Costa ; guerre, M. Matos ; affaires étrangères, M. Soares ; justice, M. Mesquita-Carvalho ; travaux publics, M. Silva ; instruction publique, M. Pedro Martino ; intérieur, M. Pereira Reis.

Un ministère du travail et des subsistances sera créé par le Parlement.

## Communiqué belge

A part un bombardement réciproque dans la région au nord de Peruyse, il n'y a rien à signaler sur le front de l'armée belge.

## Argument frappant

Para, 14 mars. — Un navire allemand, interné à Para, a essayé de prendre la mer. Il ne s'est pas arrêté après les semences dirigées à blanc ; mais, un boulet ayant coupé son mât de pavillon, il a fait demi-tour.

## Le nouvel archevêque de Rouen

Rome, 15 mars. — On annonce la nomination, comme archevêque de Rouen, de Mgr Ernest Dubois, actuellement archevêque de Bourges.

## L'HEURE

SUSPENDUE 12 jours

### REPARAITRA

AUJOURD'HUI

à 3 h.

## C'est bien la Vingtième...

Le Havre, 15 mars. — M. Sembat, ministre des travaux publics, a présidé, cet après-midi, à la sous-préfecture, une réunion où ont été traitées des questions importantes intéressant le port et à laquelle assistaient le gouverneur du Havre, MM. Brindeau, sénateur, Siegfried et Ancel, députés, Charneraud, directeur de la navigation au ministère des travaux publics, Widmer, inspecteur général des ponts et chaussées, les représentants des diverses compagnies de navigation, MM. Couvert, président de la chambre de commerce, Morgand, maire du Havre.

Un long échange de vues a eu lieu notamment en ce qui concerne l'utilisation provisoire du bassin de marée et au sujet du canal de Tancarville, que l'administration des ponts et chaussées s'est engagée à creuser immédiatement à sept mètres, afin d'en permettre l'accès aux navires en mer, de moyen et de petit tonnage.

M. Sembat a promis de revenir prochainement pour étudier les questions concernant les communications du Havre, par voie ferrée avec l'intérieur.

Faisons remarquer que c'est bien la vingtième fois que, depuis la guerre, ces messieurs se réunissent au Havre pour étudier une situation qui n'a guère changé.

## Nos marins héroïques

Le Havre, 15 mars. — Au cours des opérations de sauvetage de la Louisiane, après le torpillage de ce transatlantique, la conduite du commandant Maurice Leprière et du second Curie a été héroïque. Tous deux ont dirigé les secours et n'ont quitté leurs postes qu'une fois certains que tout le personnel était sauvé.

Le commandant Leprière même, lorsqu'il fut monté dans un canot, se jeta à l'eau pour sauver un cuisinier qui se noyait, et il le sauva.

## LES BOUCHERS FRAUDEURS

A la suite de différents sondages faits chez les bouchers parisiens sur ordre du ministre de l'intérieur, il a été reconnu que beaucoup de ces commerçants vendaient des viandes inférieures, comme étant de première qualité, ne se conformant pas à l'affichage de prix par espèce et par qualité.

Pour mettre fin à ces procédés malhonnêtes, M. Laurent, préfet de police, a convoqué à son cabinet les bureaux des divers syndicats de bouchers détaillants.

Il a rappelé aux délégués les constatations récentes du service sanitaire et leur a donné mandat d'avertir leurs adhérents que toute infraction nouvelle serait passible de poursuites correctionnelles.

## La bataille de Verdun

Voici des paroles réconfortantes. Elles sont prononcées par le général Berthaut (Petit Journal) :

Il est inutile de dire tout ce que l'on sait de réconfortant ; mais, des visites qui ont été faites ces jours derniers à Verdun, une même opinion a été rapportée. Deux députés, MM. Lauraine et Païé, qui avaient mission d'une commission de la Chambre de se rendre compte si le chef qui a la responsabilité de Verdun avait en mains tout ce qu'il fallait, ont pu dire hier à leurs collègues la calme résolution du général Pétain, l'élan admirable des troupes et aussi l'abondance de tout ce qui peut servir à arrêter l'ennemi.

De M. Albert Milhaud (Rappel) :

Loïn de nous la pensée que nos adversaires ont voulu le combat et que leurs canons marquent une définitive reculade. Si grands qu'aient été nos avantages au cours de l'admirable défensive organisée par le général Pétain, nous n'avons pas le droit d'espérer que l'ennemi renonce. Il reviendra. Il reviendra en force, avec les meilleurs éléments que son infanterie puisse mettre en ligne. On nous promet la garde. Elle fera certainement d'extraordinaires efforts dont nous ne nous dissimulons pas la reddition de Maubeuge, par exemple, tandis que l'échec allemand devant Verdun serait quelque chose comme le signe avant-coureur d'un glas plus ou moins prochain, mais inévitable. Guillaume ne l'ignore pas, et ne prévoyant que trop bien l'avalanche irrésistible de totale offensive — cette fois concertée — qui doit fondre sur lui à un moment qu'il est en état de déterminer, il a voulu devancer l'inévitable, en précipitant son attaque sur le front français, avant l'achèvement de nos préparatifs. Il sait bien — aujourd'hui, qu'il a payé trop cher de ses conquêtes territoriales, ou l'insuffisance de ses effectifs, dans l'immense étendue de ses trop vastes fronts, ne lui permettra pas de se maintenir. Alors, cette que coûte, il s'est dit qu'il n'avait plus qu'une chance, comme Mithridate aux abois : l'opération déconcertante d'une marche hasardeuse au cœur du pays ennemi.

De M. Clemenceau (Homme enchaîné) :

Tout le monde l'a dit avec juste raison, Verdun pris ne serait qu'un épisode de la guerre, sans autre conséquence que la reddition de Maubeuge, par exemple, tandis que l'échec allemand devant Verdun serait quelque chose comme le signe avant-coureur d'un glas plus ou moins prochain, mais inévitable. Guillaume ne l'ignore pas, et ne prévoyant que trop bien l'avalanche irrésistible de totale offensive — cette fois concertée — qui doit fondre sur lui à un moment qu'il est en état de déterminer, il a voulu devancer l'inévitable, en précipitant son attaque sur le front français, avant l'achèvement de nos préparatifs. Il sait bien — aujourd'hui, qu'il a payé trop cher de ses conquêtes territoriales, ou l'insuffisance de ses effectifs, dans l'immense étendue de ses trop vastes fronts, ne lui permettra pas de se maintenir. Alors, cette que coûte, il s'est dit qu'il n'avait plus qu'une chance, comme Mithridate aux abois : l'opération déconcertante d'une marche hasardeuse au cœur du pays ennemi.

## La garde prussienne

M. le général Humbel (Libre Parole) réduct à ses justes proportions la valeur de cette fameuse garde prussienne, que le kaiser voudrait bien lâcher sur Verdun, à condition qu'on ne la lui démolisse pas.

Les Allemands, probablement dans le but d'exercer un grand effet moral sur nos troupes, proclament qu'ils vont, à Verdun, faire donner la garde.

Comme notre 2<sup>e</sup> corps, comme nos chasseurs à pied, comme nos zouaves, la garde prussienne a été de toutes les grandes affaires de cette guerre, elle y a perdu la majeure partie de ses officiers et a dû plusieurs fois renouveler ses effectifs.

Sans chercher à nier la valeur qui peut animer cette troupe du fait seul de son nom, il m'a paru utile d'établir qu'elle a sa contre-partie chez nous et ne possède aucune vertu spéciale à laquelle nous ne soyons en mesure d'opposer l'équivalent. A la bataille de la Marne, le corps prussien de la garde était en possession de tous ses moyens et intact, et, en rase campagne, nos gars bretons du 11<sup>e</sup> corps l'ont bel et bien jeté dans les marais de Saint-Gond.

## Napoléon et les attaques en masse

Pierre Mille (Excelsior) discute un point d'histoire militaire :

Il est vrai, comme l'écrit le général Verreaux dans l'œuvre, que Napoléon I<sup>er</sup>, quand la qualité de ses troupes commença à diminuer, fit parfois, comme les Allemands aujourd'hui, emploi de colonnes massives. Mais ce ne fut jamais chez lui qu'un expédient. Au contraire, il fut un homme de guerre qui semble avoir considéré cette formation comme la base de la tactique : un Russe, le rude et si longtemps heureux Souvarof. Au cours de la campagne de 1799, contre les troupes françaises d'Italie et de Suisse, ses alliés autrichiens, qui ne l'ont jamais maintenu, avaient résumé dans cette seule phrase toute la doctrine militaire du terrible vainqueur d'Ismaïlof et de Praga : « Formez trois colonnes massives ; la première sera détruite, la seconde se fera tuer, la troisième passera. »

## Ce qu'ils pensent

De M. Paul Flat (Revue Bleue) cette anecdote caractéristique et ces réflexions opportunes :

Un des hauts personnages de notre pays, qui

occupait avant la guerre une situation considérable en Allemagne, racontait ceci à l'un de ses familiers : « Je reçois tous les jours, par la Suisse, des lettres signées des notabilités les plus importantes de l'Allemagne qui, avant la guerre, se trouvaient en relations personnelles avec moi. Ces lettres sont toutes rédigées dans le même esprit, d'amicale inconscience, jusqu'au point de formuler ce vœu : « Quand pourrions-nous vous revoir à Berlin ? » Et ce document humain, à mon sens, prouve trois choses : d'abord qu'il faut désespérer de changer une mentalité qui a pour point de départ la plus entière méconnaissance de ce qui n'est pas elle-même... ou semblable à elle... Les inconscients qui formulèrent un tel vœu sont bien les pères ou les frères des officiers qui, à l'heure de l'invasion, allaient rendre visite, casqués et bottés, à leurs anciens relations de Reims ; ensuite que les gens éclairés de là-bas ont, à l'heure présente, perdu tout espoir de la victoire finale et songent à s'en tirer au meilleur compte possible... enfin qu'il n'y aura, pour la cause civilisée, de salut définitif que celui qui maintiendra la ceinture protectrice dans la paix, comme elle sut l'assurer durant la guerre »

## Enquête sur l'Internationale

La Vie Politique et Parlementaire, pour suivre son enquête sur ce thème : « L'Internationale vivra-t-elle ? », publie aujourd'hui les réponses de M<sup>rs</sup> Chenut et de M. Lucien Descaves.

J'en demeure tout éberlué. Vraiment ! il y a une question de l'Internationale en février 1916 ? Mais où ? Dans quelle planète lointaine et ignorée ? Dites-le moi, pour que je n'y aie couru pas.

Qu'on agite à l'arrière de telles questions, c'est sans grand danger. Cela passe le temps, mal d'ailleurs, et cela peut fournir matière à une enquête.

Mais il sera prudent de ne pas laisser de telles sortes cheminer jusqu'au front ; j'y connais quelques bons gars qui prendraient mal la chose et qui n'auraient pas tort. Ils coucoueraient les mauvais gars, et diraient : « Tu vas un peu fort, mon vieux... » et puis...

Dame ! je ne sais plus...

CHARLES CHENUT, Ancien bâtonnier.

On ne décrète pas la mort d'un rêve. L'Internationale ouvrière demeure le mien, et je n'en fais pas mon deuil parce que la bande allabande des socialistes de gouvernement a voté l'abominable guerre qui décime le prolétariat de tous les pays belligérants.

LUCIEN DESCAVES.

## LES SPECTACLES

### Cet après-midi :

COMEDIE-FRANÇAISE. — 1 h. 30. — A quoi rêvent les jeunes filles ; Les Brebis de Panurge ; les Caprices de Marianne ; Il ne faut jurer de rien. OPERA-COMIQUE. — 1 h. 30. — La Traviata ; les Caprices de Noé. OPERA. — L'École des maris ; les Deux billets ; la Bonne mère. TRIANON-LYRIQUE. — Le Pré aux Clercs. VAUDEVILLE. — Porte-Saint-Martin. Variétés. Faisane. Palais-Royal, Renaissance. Gaité. Théâtre Antoine. Châtelet. Apollo. Alhambra. Bouffes-Parisiens. Capucines. Cluny. Déjazet ; mêmes spectacles que le soir.

### Ce soir :

COMEDIE-FRANÇAISE. — 8 h. — Le Médecin malgré lui ; l'Augusta ; Bouffonnoche. OPERA-COMIQUE. — Relâche. OPERA. — 8 h. — Par le Glaive. VAUDEVILLE. — 8 h. 30. — Capricio. TH. SARAH-BERNHARDT. — La Tour de Nesle. GAITÉ. — 8 h. 30. — Coralie et Cie. GYMNASSE. — 8 h. 45. — La Layette. PALAIS-ROYAL. — 8 h. 30. — Le Poilu, etc. VARIÉTÉS. — 8 h. 30. — Le Dindon. PORTE-SAINT-MARTIN. — 7 h. 45. — La Femme Nue. ATHENEE. — Le Coq en Pâte. THEATRE ANTOINE. — Nono. RENAISSANCE. — 8 h. 30. — Une Nuit de Noces. TH. REJANE. — 8 h. 30. — 1914-1917. CHATELET. — Les Exploits d'une petite Française. BOUFFES-PARISIENS. — 8 h. 15. — Kik. NOUVEL-AMBIGU. — Ma Tante d'Honfleur. TRIANON-LYRIQUE. — 8 h. 15. — Fils d'Alsace. APOLLO. — La Cocarde de Mimi Pinson. FOLIES-BERGERE. — 8 h. 30. — La Parisienne ! OLYMPIA. — 8 h. 30. — Spectacle varié. CONCERT MAYOL. — 8 h. 30. — Spectacle varié. MOULIN. — 8 h. — Si j'étais Roi. ALHAMBRA. — 8 h. 30. — Attractions. CAPUCINES. — 8 h. 15. — En français. Oh ! pardon ! DEJAZET. — 8 h. 30. — Les Fiancés de Rosalie. GRAND-GUIGNOL. — 8 h. 30. — L'Homme qui fut aimé. L'ÉPRISE DU DOCTEUR LUC. SCALA. — 8 h. 30. — Hardi, les benêts ! GAITÉ. — 8 h. 30. — L'Enfer des Revenus. ELDORADO. — 8 h. 15. — La Crévette. H. T. CLAN. — 8 h. 30. — Le Voyage de Corbillon. EUROPEEN. — 8 h. 30. — Pan ! sur les K...boches. TOUTES. GAITE-ROCHEBOURG. LA MIE QUI CHANTE. CASINO DE PARIS et NOUVEAU-CIRQUE. — 8 h. 30. Attractions. OMNIA-PATHÉ. — Spectacle varié de 2 à 11 h. ARTISTIC-CHEMIS. PARIS. — 8 h. 30. — Matinée jeudi, dimanche, 5 h. 30.

Le gérant : ANTOINE KLEYNTJENS.

Imprimerie WELHOFF et ROCHÉ  
16-18, rue Notre-Dame-des-Victoires, Paris.

**LA BOITE**

1,60

**LE PLUS EXQUIS DES DÉJEUNERS DU MATIN**

**BANANIA**

USINE MOULIN A GOURBEVOIE SEIN - TEL 584

**Urétrites**

## PAGÉOL

ANTISEPTIQUE ÉNERGIQUE DES VOIES URINAIRES

**Guérit vite et radicalement**

**Supprime douleurs**

**ÉVITE TOUTE COMPLICATION**

Comm. à l'Académie de Médecine

par le Professeur LABARATTE, Médecin principal de la Marine, anc. Prof. à l'École de Médecine navale.

Labor. de l'URODONAL, 24, R. de Valenciennes, Paris.

1/2 Boîte : fr. 6 fr. ; Grande Boîte : 10 fr. ; Et. ancrer Tel 11 fr.

## MESTRE & BLATGÉ

46, Avenue de la Grande-Armée, PARIS

Nouvelle **Pélerin** à manches avec capuchon détachable, en toile huilée, bleu horizon et kaki. .... 30 »

**Le Pardessus**, même toile, mêmes teintes. .... 25 »

**Le Veston** avec capuchon. .... 46 »

**Le Veston** sans capuchon, croisé. .... 42 50

**Le Veston** sans capuchon, forme droite. .... 44 50

**La Salopette**. .... 8 50

**Le Culssard**. .... 6 »

VÊTEMENTS IMPÉRIABLES, CHAUSSURES  
SACS DE COUCHAGE, LITS DÉMONTABLES, ETC.

Tous articles pour militaires

Catalogue franco sur demande